

Communiqué de presse

Assurance chômage : un système à bout de souffle

Un projet d'accord sur l'assurance chômage a été finalisé jeudi 22 février par les partenaires sociaux. Il montre une nouvelle fois leur obstination à préserver leurs prérogatives dans ce système sans être en mesure de l'adapter aux défis d'aujourd'hui ni d'assainir sa situation financière.

Ils ne sont ainsi parvenus à traiter qu'un seul des trois points requis par le gouvernement, l'indemnisation sous condition de démissionnaires, avec un dispositif qui devrait alourdir de plusieurs centaines de millions d'euros un déficit de l'assurance chômage attendu à encore 3,3 milliards d'euros cette année. Sur les indépendants et les contrats courts, les partenaires sociaux bottent en touche, renvoyant pour le second sujet aux branches professionnelles sommées d'entrer dans une longue phase de diagnostic et de négociations.

L'assurance chômage est en France un fiasco financier, économique, social et de gouvernance. La dette du régime va atteindre une année entière de recettes en 2018, sans que l'équilibre soit à l'horizon, et malgré un niveau de prélèvement colossal qui pèse sur notre compétitivité : le taux de cotisations de 4,05% du salaire brut jusqu'à des niveaux de rémunération considérables supporté par les entreprises est un record. Le système coûte très cher, comporte de nombreux effets pervers et favorise mal le retour à l'emploi : il a sa part de responsabilité dans le niveau très élevé du chômage en France.

Le basculement des cotisations salariales chômage sur la CSG et l'attente de prise en charge de nouveaux publics marquent la fin de la nature assurantielle du régime, la notion de couverture d'un aléa ayant déjà été altérée avec la rupture conventionnelle. Il est grand temps d'en tirer toutes les conséquences en confiant à la puissance publique la prise en charge universelle de l'absence de revenus d'activité de la population en âge de travailler, qui doit être financée pour l'essentiel par l'impôt. C'est le système le plus conforme aux évolutions des différentes formes d'emploi, le plus compatible avec l'exigence de compétitivité économique et le plus cohérent en matière de gouvernance, comme c'est d'ailleurs le cas dans la plupart des pays. Dans [mon projet « Pour un nouveau pacte social »](#), j'ai formulé des propositions précises pour réaliser cette transformation.

Jean-Charles Simon, candidat à la présidence du Medef